28.11.2017 – 08:30 Uhr

Le Conseil national pourrait décider mercredi de couper encore dans la coopération au développement / Une politique d'épargne impitoyable

Luzern (ots) -

Dès mercredi, le Conseil national traite du budget fédéral 2018. Et joue du crayon rouge. La coopération au développement doit économiser 100 millions de francs. Cependant, les politiciens bourgeois partisans de l'austérité n'osent pas dire ouvertement où et comment ces sommes d'argent doivent être coupées. C'est malhonnête. De plus, le fait que les excédents de la Confédération se montent à plus de 600 millions de francs rend cette mesure d'économie au détriment des plus pauvres encore plus injustifiable.

Alors que le Conseil fédéral a déjà réduit de 150 millions le budget alloué à la coopération internationale par rapport au plan financier, la Commission des finances du Conseil national a une nouvelle fois renchéri. Elle a décidé de couper 100 millions de francs supplémentaires dans la zone de transfert du DFAE. Cette zone de transfert compte des tâches très concrètes, comme le soutien financier de l'aide humanitaire (350 millions de francs), des contributions au Comité international de la Croix-Rouge (80 millions de francs) ou de l'ONU (120 millions de francs), et des fonds destinés à des projets de développement à long terme (770 millions de francs). Au lieu de nommer concrètement les postes où la Confédération doit réaliser des économies - par exemple en réduisant de 20 millions la contribution au CICR - et d'assumer ainsi leur responsabilité, les politiciens bourgeois partisans de l'austérité se cachent derrière ce mandat d'épargne imprécis abandonné au Conseil fédéral. C'est malhonnête.

Les pays pauvres doivent-ils contribuer à l'excédent budgétaire de la riche Suisse?

De plus, ces économies ne sont même pas destinées à combler un déficit du budget fédéral. En effet, le Conseil fédéral fait état pour 2018 d'un excédent structurel d'environ 130 millions de francs. Avec toutes les demandes présentées par la Commission des finances du Conseil national, cet excédent s'élève à plus de 600 millions de francs. En langage clair, cela signifie que la Suisse refuse son aide à de très nombreuses femmes, hommes et enfants des pays les plus pauvres du monde afin de consolider encore si possible son propre excédent budgétaire. C'est impitoyable et contraire à toute solidarité. Caritas Suisse demande au Conseil national de s'abstenir de réduire davantage la coopération au développement.

Contact:

Pour de plus amples informations: Martin Flügel, responsable du service politique, Caritas Suisse, courriel : mfluegel@caritas.ch;
Tél. 079 743 90 05

Medieninhalte

Les économies prévues vont priver un grand nombre de personnes d'aide dans le monde, comme ici, au Pakistan. Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100000088 / L'utilisation de cette image est pour des buts redactionnels gratuite. Publication sous indication de source: "obs/Caritas Schweiz / Caritas Suisse/Caritas Suisse/Caritas Pakistan"

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100809734 abgerufen werden.